



Le 4 décembre 1998

L'UNICE ACCUEILLE DES NOUVELLES FEDERATIONS MEMBRES ET ADRESSE SON MESSAGE AU CONSEIL EUROPEEN DE VIENNE (11-12 DECEMBRE)

Invités par la VÖI (Fédération Autrichienne de l'Industrie), les Présidents des 33 fédérations membres de l'UNICE, représentant les millions d'entreprises de toutes tailles et actives dans tous les secteurs dans 25 pays européens, se sont rencontrés aujourd'hui à Vienne et ont décidé:

- d'accueillir, comme nouveaux membres (selon différents status), à partir du 1er janvier 1999, la Confédération des Employeurs Hongrois pour la Coopération Européenne, la Confédération des Industriels Lithuaniens, et l'Association des Employeurs Croates.
- d'adresser un message clair au Conseil européen de Vienne (11-12 décembre), appelant les chefs d'Etat et de gouvernement à promouvoir les investissements privés pour créer les emplois, au lieu de subsidier des emplois artificiels par un accroissement des dépenses publiques.

Le Président Jacobs a observé qu' "avant même d'être lancé, l'EURO est une réalité qui a démontré les effets stabilisateurs et il représente une formidable opportunité de consolider la construction européenne, de renforcer la croissance et d'améliorer les perspectives d'emploi." "Cependant, a-t-il déclaré, les Chefs d'Etat et de gouvernement doivent être pleinement conscients que l'UEM aura pour conséquences induites d'accroître les exigences de bon fonctionnement du marché intérieur et d'assainissement budgétaire des Etats membres. Réussir l'EURO, et - plus encore - assurer son succès durable, implique de poursuivre l'engagement à réduire les déficits publics. Cette réduction appelle une remise en ordre vigoureuse des dépenses publiques ainsi que la mise en oeuvre de réformes structurelles et économiques nécessaires."

"Les Chefs d'Etat et de gouvernement doivent approfondir les orientations définies à Cardiff visant à stimuler l'esprit d'entreprise et la compétitivité, et prendre des mesures qui encouragent les investisseurs et promeuvent le travail plutôt que la dépendance. Pour créer des emplois, il ne suffit pas de réorienter les dépenses publiques vers des politiques plus actives du marché du travail. Mais il importe également d'accroître la flexibilité des marchés du travail et de réformer en profondeur les systèmes de protection sociale. Il faut se fixer un objectif de réduction de la charge fiscale globale et des prélèvements obligatoires, sur le travail en particulier" a conclu M. Jacobs